

Pouvoir d'emprunt

Comme je l'ai déjà dit, chaque milliard que le gouvernement dépense ou emprunte représente \$40 par habitant. Donc, le déficit actuel de quelque 30 milliards de dollars revient à \$4,500 par famille de quatre personnes. C'est là une somme aberrante. Si l'on ajoute à cela les 80 milliards de dollars que le gouvernement prévoit dépenser, comme vient de le signaler mon collègue, le député d'Edmonton, cela représente près de \$13,000 par famille de quatre personnes au Canada. C'est une somme fort considérable pour quiconque, sans parler du salarier canadien moyen. Dans bien des domaines d'activité, le gouvernement va effectivement dépenser au cours de la prochaine année financière pour le compte de cette famille de quatre personnes un montant équivalant au revenu du principal soutien de cette famille. Cela vous donne une petite idée du montant d'argent en cause. J'estime, monsieur le Président, que si nous, qui avons été élus à la Chambre, ne manifestons pas notre inquiétude devant des dépenses gouvernementales aussi élevées, nous ferions preuve d'un manque total de responsabilité et nous aurions beaucoup de mal à justifier à nos commettants de ne pas avoir au moins formulé une objection en cette affaire.

• (1700)

Je le répète, l'opposition ne s'oppose pas à ce que le gouvernement dépense, mais bien au fait qu'il ne justifie en rien ses dépenses. S'il se propose d'établir des programmes très efficaces de création d'emplois, et de prélever des impôts pour remplacer l'argent ainsi dépensé, c'est parfait. Mais s'il veut cet argent uniquement pour payer des dépenses passées, je crois alors que nous devrions examiner la chose. Et nous ne pouvons le faire que par l'examen d'un budget. Nous pourrions ainsi voir, d'un côté, les recettes ou les gains du gouvernement, quoique je déteste utiliser ce mot, car le gouvernement n'a pas d'argent en soi, le seul argent qu'il a provient des contribuables puisque le gouvernement n'en gagne pas, et de l'autre, les dépenses gouvernementales. Nous savons que les dépenses gouvernementales ont crû au même rythme que ses recettes ont décrû, de sorte que nous nous trouvons tout naturellement devant un déficit. Nous, de ce côté-ci, estimons que pour nous pencher sur le problème des déficits gouvernementaux, et donc sur l'important projet portant pouvoir d'emprunt dont nous sommes saisis aujourd'hui, nous devons absolument jeter un coup d'œil sur un budget pour voir ce qu'entend faire le gouvernement, ce qu'il fera pour stimuler la productivité, afin qu'il y ait plus de contribuables qui lui rapportent davantage de recettes. Ce devrait pourtant être logique pour tout le monde.

On nous avait dit que nous aurions un budget peu après le premier de l'an. Cela fait plus de deux mois que la Chambre a repris ses travaux, soit le 17 janvier, et on nous dit que le budget ne sera pas présenté d'ici des semaines, voire même des mois. Nous approchons d'une période très critique pour les agriculteurs canadiens, et il serait bon de savoir ce que le gouvernement se propose de faire pour alléger quelque peu le fardeau fiscal des agriculteurs qui s'approprient à faire leurs semailles de printemps afin que nous puissions, espérons-le, les encourager à rester en activité cette année encore. Il est à mon sens illogique de hausser la taxe sur le carburant à tel point que les agriculteurs soient forcés de mettre un terme à leur activité. Ils finissent par recourir à une forme quelconque d'assistance sociale pour survivre, et ne sont certes alors plus

en mesure de payer des impôts. Il nous faut absolument débattre de l'utilisation de cet argent, de la façon dont il servira à créer des emplois dans tout le pays, de la façon dont il sera dépensé au niveau régional.

On pourrait poser des questions très pertinentes au sujet de ma propre région, monsieur le Président. Nous voulons savoir ce qui va arriver à la base aérienne de Rivers. C'est de peu de poids en comparaison des problèmes qui se posent partout au pays, mais c'est important pour une partie de ma circonscription et il serait bon de connaître les intentions du gouvernement à ce sujet. Nous aimerions savoir où va être utilisé l'argent destiné à la revalorisation de nombreux embranchements ferroviaires de l'Ouest. C'est très important pour beaucoup de monde. Mais nous n'arrivons pas à le savoir. J'ai écrit au ministre des Transports (M. Pepin), mais nous n'arrivons pas à connaître les priorités du gouvernement dans ce programme de revalorisation. Nous ne savons même pas sur quelles lignes il va y avoir des travaux cette année, ni quelles sont les perspectives à long terme.

Le dernier discours du trône a été lu le 14 avril 1980, il y a donc près de trois ans, et nous en sommes toujours à la même session. Dans ce discours, le gouvernement a parlé du Fonds de développement de l'Ouest. Nous ne savons pas ce qu'il en est advenu. Il devait recevoir quatre milliards, mais cette somme a été réduite. Vraiment, il semble que tout ce qui soit sorti du Fonds de développement de l'Ouest, c'est l'argent de l'indemnisation de l'embargo décrété sur les ventes de blé à l'URSS après l'invasion de l'Afghanistan. C'est exagérer beaucoup que de rattacher cela au développement de l'Ouest. Dans l'Ouest nous comptons beaucoup sur le Fonds, mais nous ne voyons pas que cet argent ait servi au développement de l'Ouest. Ce dont on parle c'est de réformer le taux du Pas du Nid-de-Corbeau, mais nous ne savons pas quand le gouvernement va déposer à la Chambre le projet de loi à cet effet.

J'essaie de faire comprendre au gouvernement que si nous pouvions voir certains de ses projets de dépenses et ce qu'il a l'intention de proposer comme budget, l'opposition serait beaucoup mieux à l'aise pour autoriser l'emprunt de quelque 19 milliards. Avec cet amendement, nous disons tout simplement qu'au lieu de cela le gouvernement devrait avoir 5 milliards d'ici à la fin de l'année financière, mais qu'ensuite il faudrait attendre d'avoir vu le budget et le plan global des dépenses pour accorder l'autorisation d'emprunter la tranche supplémentaire de 14 milliards. Cela me paraît très raisonnable.

Le ministre d'État aux Finances parlait ce matin de tous les programmes que le gouvernement a mis en œuvre pour aider les gens dans la très difficile conjoncture économique actuelle. Parfait, il n'y a pas à redire à cela. Mais il me semble tout à fait normal que le gouvernement s'attache à créer des emplois et à encourager les gens à reprendre le travail, pour qu'ils puissent de nouveau payer des impôts et accroître les recettes publiques au lieu de les réduire et d'augmenter le déficit.

Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) a parlé du capital étranger. Il a dit que nous n'avions pas vraiment besoin de capitaux étrangers chez nous. Je lui répondrai tout simplement que sa propre région de la Saskatchewan a été peuplée par des gens qui sont venus de l'étranger. Ils y ont apporté des capitaux étrangers et un savoir-faire étranger. Aucun d'entre nous n'est autochtone, ou si peu. Ce savoir-faire et ces capitaux, nous les avons apportés de l'étranger, et c'est ce qui a fait